Liste « Rennes 100% Public »

En défense de l'Hôpital Sud, des services publics, de la démocratie communale, des droits ouvriers, …

rennescentpourcentpublic@gmail.com

Non à la fermeture de l'hôpital Sud
Non à la suppression de 400 lits

Alors que les grèves se multiplient dans les hôpitaux en France depuis des mois à un niveau sans précédent : 250 services d'urgence et 16 000 internes en grève illimitée.

Alors que 1200 professeurs de médecine, chefs de service de l'hôpital public, médecins hospitaliers, dont 51 au CHU de Rennes, démissionnent de leurs fonctions administratives pour dénoncer la « mise à mort de l'hôpital public », la ministre Buzyn continue les fermetures de lits par milliers dans toute la France.

L'accueil réservé à la directrice du CHU et Mme Appéré, par les salariés, à l'occasion des vœux est la dernière manifestation de la colère et du rejet d'une politique de démantèlement de l'hôpital public.

A Rennes l'opération de restructuration du CHU inclut la fermeture/destruction de l'hôpital sud et la suppression de 400 lits au total sur l'ensemble du CHU.

Cette opération se fait avec le concours de la majorité municipale et le silence assourdissant de « l'opposition » à l'exception des élus d'EELV qui toutefois ne se prononcent pas contre ce coup porté à l'hôpital public.

Voilà la triste réalité et les démentis de la direction du CHU ne changent rien à l'affaire. En effet la direction du CHU nous répond par voie de presse que les lits de l'hôpital sud seront transférés à

Pontchaillou, c'est répondre à une question que nous n'avons pas posée pour éviter de répondre à celle qui l'est.

Répétons-le donc. Le plan prévoit la

démolition de l'hôpital sud et la vente des terrains aux promoteurs immobiliers. Les lits de l'hôpital sud seront transférés, tout ou partie sur le site de Pontchaillou, le plan de restructuration est suffisamment opaque pour que la traçabilité des lits par service soit difficile à faire.

Ce qui est néanmoins incontestable, c'est qu'à la fin de la restructuration le CHU comptera 400 lits en moins, passant de 1400 lits à 1000 lits.

Contre cette attaque majeure contre le droit à la santé de toutes et tous, nous avons pris la responsabilité de faire signer une pétition qui à ce jour à recueilli 900 signatures, nous nous sommes adressés à Mme Appéré par deux fois, elle n'a pas daigné nous répondre, nous nous sommes adressé à tous les groupes du conseil municipal. Seul EELV nous a reçu.

Silence assourdissant donc mais le combat continue. Pourquoi ?

D'abord parce que personne n'a le mandat au Conseil Municipal pour participer à la fermeture de l'hôpital sud.

Il suffit de relire les professions de foi et engagements des candidats en 2014, aucun candidat de sollicitait le mandat de détruire l'hôpital sud. C'est donc la question de la démocratie communale qui est posée. Les élus ne sont que les

représentants de la souveraineté populaire et à ce titre ne peuvent agir sans mandat de la population. Force est de constater que sur cette question les liens avec le gouvernement sont plus forts que la défense des droits et le mandat de la population. La question de la démocratie politique est une question centrale dans cette élection.

Ensuite parce que l'hôpital public à Rennes comme ailleurs à besoin de créations de lits et pas de fermeture.

Il faut être sourd pour ne pas entendre l'appel de tous les professionnels de l'hôpital public. Leur cri d'alarme est pourtant vécu par des centaines de patients qui doivent attendre des délais anormaux aux urgences avec le risque que cela comporte, qui sont transférés dans le privé le week-end end par manque de personnel, qui sont diagnostiqués au CHU mais envoyés dans le privé pour les soins par manque de lits et de personnel..... Mais que va devenir le CHU avec 400 lits de moins ?

C'est le droit à la santé qui est en cause. C'est la médecine à deux vitesses qui se met en place, une pour les riches et l'autre pour les pauvres. Inacceptable

Parce qu'il s'agit d'un formidable gâchis d'argent public.

L'hôpital sud a été entièrement rénové il y a dix ans, de nouvelles salles d'accouchement ont été construites. C'est donc un équipement moderne qui va être démoli. Un équipement situé dans un quartier ou le taux de natalité est le plus élevé, directement accessible par la rocade. Les arguments qui plaident pour son maintien sont surabondants.

Parce la restructuration du CHU de Rennes ne répond pas aux besoins prioritaires de santé de la population

Cette restructuration est en effet entièrement orientée vers le développement de "l'interventionnel", c'est à dire la chirurgie, la robotisation et les techniques de pointe alors que les pathologies dominantes, aujourd'hui et demain, sont celles à caractère chronique, notamment liées à l'âge, pour lesquelles la présence humaine du personnel hospitalier et le suivi personnalisé des patients sont des facteurs essentiels de réussite.

Pour toutes ces raisons, la défense de l'hôpital sud et le maintien des 400 lits sont au cœur de notre campagne pour les municipales

Nous refusons le consensus entre la municipalité et le gouvernement sur cette question comme sur d'autres. Pour nous une campagne électorale ce n'est pas une suite de slogans creux, de formules générales comme le droit à la santé qui cachent une politique concrète contre ce droit.

Notre mandat est simple non à la fermeture de l'hôpital sud, non à la suppression des 400 lits au CHU. Ce mandat devrait être celui de tous ceux de toutes celles qui se réclament de la classe ouvrière et des droits qu'elle a conquis de haute lutte.